

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 2579

[C — 2000/29297]

15 JUIN 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant les critères prévus par l'Office de la Naissance et de l'Enfance de refus ou de retrait de l'autorisation de garde d'enfants de moins de 6 ans

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 5, modifié par le décret du 08 février 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 septembre 1994 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardien(ne)s à domicile et les directeur(trice)s de Maisons d'enfants ainsi que les modalités de la surveillance médicale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 avril 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mai 2000;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 mai 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve les critères prévus par l'Office de la Naissance et de l'Enfance de refus ou de retrait de l'autorisation de garde d'enfants de moins de 6 ans visés à l'article 5, § 2, du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance annexés au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Enfance est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Annexe

Critères prévus par l'Office de la Naissance et de l'Enfance de refus ou de retrait de l'autorisation de garde d'enfants de moins de 6 ans

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'Office de la Naissance et de l'Enfance, ci-après dénommé l'O.N.E., peut refuser à un milieu d'accueil l'autorisation de garde telle que prévue à l'article 5, § 2, du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance s'il ne respecte pas les conditions générales suivantes :

— se conformer aux textes légaux et réglementaires en vigueur, applicables à ce type de milieu d'accueil, à savoir l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 septembre 1994 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardien(ne)s à domicile et les directeur(trice)s de maisons d'enfants ainsi que les modalités de la surveillance médicale, et l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'O.N.E.;

— se conformer au code de qualité, fixé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999;

— s'engager à se soumettre à la surveillance de l'O.N.E. et notamment à autoriser les agents dûment mandatés par l'O.N.E. à pénétrer, durant les heures d'ouverture, dans les locaux où s'exerce l'accueil des enfants;

— s'engager à soumettre la collectivité, à savoir les enfants et leur encadrement, à une surveillance de sa santé, selon les modalités définies par l'O.N.E. Les structures qui se consacrent à l'accueil d'enfants de 0 à 3 ans dont la fréquentation est régulière veillent, en outre, à ce qu'une surveillance médicale préventive des enfants soit assurée, selon les modalités définies par l'O.N.E.;

— rédiger un règlement d'ordre intérieur précisant les droits et obligations réciproques des parents et du milieu d'accueil. Il est soumis à l'approbation de l'O.N.E., qui vérifie sa conformité avec la réglementation. Il est signé pour accord par les parents au moment de l'inscription de l'enfant;

— s'engager à tenir un registre des inscriptions et des présences; ce registre sera à la disposition des personnes mandatées par l'O.N.E.;

— s'engager à respecter la capacité d'accueil autorisée par l'O.N.E.

§ 2. L'O.N.E. peut refuser à un milieu d'accueil l'autorisation de garde telle que prévue à l'article 5, § 2, du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance s'il ne respecte pas les conditions particulières suivantes relatives au personnel et à l'infrastructure :

- désigner un responsable local, qui assure, sur place, l'organisation quotidienne du milieu d'accueil;
- le responsable de l'organisation quotidienne d'un milieu d'accueil est âgé d'au moins 21 ans. Le personnel d'encadrement est âgé d'au moins 18 ans. Sauf dérogation exceptionnelle octroyée par l'O.N.E., l'âge maximum est fixé, pour tous, à 65 ans;
- le responsable de l'organisation quotidienne et les personnes qui assurent l'encadrement des enfants justifient d'une formation et/ou d'une expérience utile en matière d'accueil d'enfant. Ils ne peuvent exercer d'activité incompatible avec la garde d'enfants ou les rendant indisponibles, c'est-à-dire les empêchant d'assurer l'encadrement des enfants pendant leurs heures de prestations. Ils justifient d'une aptitude à accueillir des enfants, sur le plan de la santé physique et psychique, et sont aptes à les accueillir en toute sécurité et à favoriser leur épanouissement;
- les personnes susceptibles d'être en contact régulier avec les enfants doivent produire un certificat de bonne vie et mœurs datant de moins de six mois, destiné à une administration publique. Elles ne peuvent présenter aucun danger pour la santé ou la sécurité des enfants. Toute modification importante en matière de santé ou de certificat de bonne vie et mœurs doit être signalée spontanément à l'O.N.E.;
- selon le type de milieu d'accueil, transmettre à l'O.N.E. ou tenir à disposition des agents de l'O.N.E. des dossiers administratifs conformes aux réglementations en vigueur;
- disposer d'infrastructures et d'équipements qui assurent aux enfants sécurité, salubrité, hygiène, espace et qui soit de nature à favoriser leur épanouissement;
- contracter les assurances requises, notamment en matière d'infrastructure (incendie) et de responsabilité civile, conformément aux articles 1382 à 1385 du Code Civil.

Art. 2. L'O.N.E. retire à un milieu d'accueil l'autorisation de garde telle que prévue à l'article 5, § 2, du décret du 30 mars 1983 portant création de l'O.N.E. s'il constate qu'une des conditions visées à l'article 1^{er} ou qu'un engagement pris dans ce cadre n'est plus respecté.

Art. 3. Dès que l'O.N.E. estime devoir refuser ou retirer l'autorisation de garde telle que prévue à l'article 5, § 2, du décret du 30 mars 1983 portant création de l'ONE, il en informe le milieu d'accueil par lettre recommandée motivée.

Sauf dans les situations d'urgence où la sécurité des enfants est ou risque d'être mise en cause, cette lettre stipule que le milieu d'accueil dispose d'un délai de 75 jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour remédier aux éléments visés dans celle-ci et qu'à défaut de remédiation, l'O.N.E. entendra le représentant du milieu d'accueil, qui pourra se faire assister de toute personne ou de toute institution de son choix.

L'organe de gestion désigné à cette fin par l'O.N.E. peut accorder au milieu d'accueil tout délai supplémentaire qu'il juge utile pour lui permettre de respecter les conditions visées à l'article 1^{er}.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2000 approuvant les critères prévus par l'Office de la Naissance et de l'Enfance de refus ou de retrait de l'autorisation de garde d'enfants de moins de 6 ans.

Bruxelles, le 15 juin 2000;

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 2579

[C — 2000/29297]

15 JUNI 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de criteria bepaald door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » inzake weigering of intrekking van de toelating om kinderen van minder dan 6 jaar onder bewaking te hebben

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999;

Gelet op het besluit van 29 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het besluit van 23 september 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en de onthaalmoeders ten huize en de directeurs en de directrices van kindertehuizen moeten voldoen alsook de nadere regels van het medisch toezicht;

Gelet op het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 april 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 mei 2000;

Gelet op de beraadslaging van 28 april 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen:

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 mei 2000, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van 15 juni 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt de criteria goed die bepaald zijn door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » inzake weigering of intrekking van de toelating om kinderen van minder dan 6 jaar onder bewaking te hebben bedoeld bij artikel 5, § 2, van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » als bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Kinderwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juni 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

Bijlage

Criteria bepaald door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » inzake weigering of intrekking van de toelating om kinderen van minder dan 6 jaar onder bewaking te hebben

Artikel 1. § 1. De « Office de la Naissance et de l'Enfance » hierna de «ONE» genoemd, kan aan een opvangvoorziening de toelating weigeren om kinderen onder bewaking te hebben zoals bepaald bij artikel 5, § 2, van het decreet van houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » indien zij de volgende algemene voorwaarden niet in acht neemt :

— zich schikken naar de geldende wet- en reglementaire teksten van toepassing op dit soort opvangvoorziening, te weten het besluit van 23 september 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en de onthaalmoeders ten huize en de directeurs en de directrices van kindertehuizen moeten voldoen alsook de nadere regels van het medisch toezicht en het besluit van 29 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

— zich schikken naar de voorschriften voor een degelijke opvang

bepaald bij het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

— zich verbinden zich te onderwerpen aan het toezicht van de «ONE» en inzonderheid de door de «ONE» behoorlijk gemandateerde ambtenaren toelating te geven de lokalen waarin de opvang van de kinderen gebeurt tijdens de openingsuren te bezichtigen;

— zich verbinden de collectiviteit, meer bepaald de kinderen en hun begeleiding aan een medisch gezondheidstoezicht te onderwerpen, volgens de door de « ONE » bepaalde nadere regels. De structuren die zich bezig houden met de opvang van kinderen tussen 0 en 3 jaar, die regelmatig aanwezig zijn, zorgen bovendien voor een preventief medisch toezicht op de kinderen, volgens de door de « ONE » bepaalde nadere regels;

— een huishoudelijk reglement opstellen waarin de wederzijdse rechten en plichten van de ouders en de opvangvoorziening nader worden bepaald. Het wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de « ONE » die nagaat of het overeenstemt met de reglementering. Het wordt voor akkoord getekend door de ouders op het ogenblik dat het kind wordt ingeschreven;

— zich verbinden een inschrijvings- en aanwezigheidsregister bij te houden; dat register zal ter beschikking gesteld worden van de personen die door de « ONE » gemandateerd zijn;

— zich verbinden de door de « ONE » toegelaten opvangcapaciteit na te leven.

§ 2. De « ONE » kan aan een opvangvoorziening de toelating weigeren om kinderen onder bewaking te hebben zoals bepaald bij artikel 5, § 2, van het besluit van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », indien zij de volgende bijzondere voorwaarden niet naleeft betreffende het personeel en de infrastructuur :

— een plaatselijke verantwoordelijke aanstellen die ter plaatse zorgt voor de dagelijkse organisatie van de opvangvoorziening;

— de verantwoordelijke voor de dagelijkse organisatie van een opvangvoorziening is ten minste 21 jaar oud. Het begeleidingspersoneel is ten minste 18 jaar oud. Behoudens buitengewone afwijking toegestaan door de « ONE », is de maximum leeftijd voor iedereen vastgesteld op 65 jaar;

— de verantwoordelijke voor de dagelijkse organisatie en de personen die zorgen voor een begeleiding van de kinderen moeten bewijzen dat zij een vorming hebben gekregen en/of een nuttige ervaring inzake kinderopvang hebben opgedaan. Zij mogen geen activiteit uitoefenen die onverenigbaar is met kinderbewaking of die hen daardoor onbeschikbaar stelt, d.w.z. die hen beletten de kinderen tijdens hun prestatie-uren te begeleiden. Zij moeten het bewijs leveren dat zij op lichamelijk en psychisch vlak de geschiktheid hebben om kinderen op te vangen en dat zij bekwaam zijn die kinderen in alle zekerheid op te vangen en hun ontplooiing te bevorderen;

— de personen die regelmatig contact kunnen hebben met de kinderen moeten een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen dat minder dan zes maanden geleden werd opgemaakt, bestemd voor een overheidsbestuur. Zij mogen geen enkel gevaar voor de gezondheid of de veiligheid van de kinderen betekenen. Elke belangrijke wijziging inzake gezondheid of getuigschrift van goed zedelijk gedrag moet spontaan aan de «ONE» worden medegedeeld;

— volgens het type opvangvoorziening, aan de « ONE » administratieve dossiers overmaken of die ter beschikking van de ambtenaren van de « ONE » houden die overeenstemmen met de artikelen 1382 tot 1385 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 2. De « ONE » ontnemt aan een opvangvoorziening de bewakingstoelating zoals bepaald bij artikel 5, § 2, van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » indien zij vaststelt dat een van de bij artikel 1 bepaalde voorwaarden of dat een in dit kader onderschreven verbintenis niet meer wordt nageleefd.

Art. 3. Zodra de « ONE » meent de bewakingstoelating te moeten weigeren of intrekken zoals bepaald bij artikel 5, § 2, van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », geeft zij er de opvangvoorziening kennis van bij een met redenen omklede aangetekende brief.

Behoudens in noodtoestanden waar de veiligheid van de kinderen in gevaar wordt gebracht of dreigt gevaar te lopen staat er in deze brief vermeld dat de opvangvoorziening 75 dagen tijd heeft te rekenen vanaf de ontvangst van de aangetekende brief om de erin bedoelde elementen te verhelpen en dat, in geval er niet verholpen wordt, de vertegenwoordiger van de opvangvoorziening door de «ONE» zal gehoord worden; hij zal zich kunnen laten bijstaan door iedere persoon of door elke instelling van zijn keuze.

Het daartoe door de «ONE» aangesteld beheersorgaan kan aan de opvangvoorziening elke bijkomende verlenging toestaan die het orgaan nodig acht om haar toe te laten de in artikel 1 bedoelde voorwaarden na te leven.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 15 juni 2000 ter goedkeuring van de criteria bepaald door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » inzake weigering of intrekking van de toelating om kinderen van minder dan 6 jaar onder bewaking te hebben.

Brussel, 15 juni 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET



F. 2000 — 2580

[C - 2000/29313]

20 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 1999 portant diverses mesures en matière d'allocations et prêts d'études;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juin 2000;

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Allocations et Prêts d'Etudes, donné le 23 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2000;

Vu l'urgence motivée pour les raisons suivantes :

— il est indispensable de prendre au plus tôt les mesures nécessaires à l'adaptation des plafonds de revenus maximums permettant l'octroi d'allocations d'études;

— il est nécessaire de pouvoir informer les candidats à l'obtention d'une bourse des nouvelles conditions qui leur permettront d'introduire leur demande. Celle-ci doit être introduite avant le 31 octobre 2000;

— de plus, l'Administration doit avoir le temps d'assurer largement l'information;

— une décision du Gouvernement doit être prise entre la remise d'un avis par le Conseil supérieur des Allocations et Prêts d'Etudes et la fin des travaux du Gouvernement;

— il n'a pas été possible d'introduire plus tôt au Gouvernement les propositions de modifications souhaitées. En effet, l'avis du Conseil supérieur des Allocations et Prêts d'Etudes est requis. Or, ce Conseil devait être renouvelé : son mandat de 4 ans était venu à expiration. Il a fallu rencontrer le problème suivant : la composition de la délégation des étudiants de l'enseignement supérieur, dans le Conseil, devait être fondamentalement revue, la reconnaissance actuelle des organisations représentatives des étudiants rendant impossible la reconduction de la délégation antérieure;

— les plafonds au-delà desquels une allocation d'études n'est pas accordée n'ont plus été indexés depuis 1991. Dès lors, nombre de demandes sont refusées chaque année du simple fait de l'indexation des salaires. Il est donc indispensable de prendre au plus tôt les mesures nécessaires à l'adaptation des plafonds de revenus maximums permettant l'octroi d'allocations d'études;